



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

Le préfet de région, en tant qu'autorité en charge de l'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement,

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région Occitanie, en date du 17 juin 2025, portant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet référencé ci-après :
- **n°2025 - 015276 ,**
  - **Centrale photovoltaïque au sol avec activité bovine à Montans (Tarn) ,**
  - **déposée par MELVAN ,**
  - **reçue le 01 septembre 2025 et considérée complète le 04 novembre 2025 ;**

**Considérant la nature du projet :**

- qui consiste à la mise en place :
  - d'ombrières photovoltaïques couplées à un élevage de bovins, avec un point bas de 2,5 m et une hauteur maximale de 4,2 m, permettant la libre circulation des animaux ;
  - d'une puissance d'environ 10 MWc ;
  - de 15 000 modules photovoltaïques répartis sur 19,8 ha ; le site comprendra également une citerne de 120 m<sup>3</sup> pour la défense incendie ;
- avec les caractéristiques suivantes :
  - surface de la citerne : 103,9 m<sup>2</sup> ;
  - surface des trois postes de transformation : 45 m<sup>2</sup> ;
  - surface du poste de livraison : 20 m<sup>2</sup> ;
  - surface des pieux des tables : 24 m<sup>2</sup> ;
  - surface projetée des panneaux : 39 500 m<sup>2</sup> ;
- dont les voiries ne seront pas imperméabilisées ;
- qui comprend les travaux suivants :

- création des fondations des dispositifs de fixation des panneaux photovoltaïques, pose des piliers de support et ancrage des pieux ; les fondations en pieux battus permettent de limiter l'artificialisation des sols ;
- montage des structures et installation des modules photovoltaïques ;
- mise en place des onduleurs intégrant les transformateurs et les protections des lignes de moyenne tension ;
- installation d'un poste de transformation et d'un poste de livraison destinés à l'injection de l'électricité produite dans le réseau électrique, comprenant les compteurs d'énergie ;
- enfouissement des câbles afin d'en empêcher l'accès aux animaux ;
- qui relève de la rubrique n° 30 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur serres et ombrières d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc, et de la rubrique 39 pour les travaux, constructions et opérations d'aménagement qui ont une emprise au sol supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> ;

**Considérant la localisation du projet :**

- en section ZD, sur les parcelles 25, 52, 53, 56, 65 et 88, au lieu-dit « *Crambade* », sur la commune de Montans ;
- sur une prairie dont une partie de ces parcelles sont d'ores et déjà exploitées par l'éleveur bovin ;
- au sein d'une plaine agricole ;
- en dehors de tout périmètre identifié au titre de la biodiversité, du patrimoine et du paysage ;

**Considérant que les impacts potentiels du projet sur l'environnement ne devraient pas être significatifs compte tenu :**

- des enjeux écologiques faibles des parcelles concernées par le projet ;
- de la conservation de l'intégrité du masque végétal existant et la création d'une haie paysagère sur tout le pourtour de la parcelle ;
- de la mise en place d'un calendrier adapté aux sensibilités faunistiques ;
- du tracé du raccordement s'appuyant exclusivement sur des voiries existantes ;
- du contrôle de la non-propagation des espèces toxiques envahissantes pendant la phase chantier ;
- de l'installation du transformateur et du poste de livraison sur un bac de rétention pour prévenir toute pollution accidentelle ;
- de la mise en place, si nécessaire, d'un plan d'urgence de gestion de pollution afin de réduire au maximum les impacts environnementaux ;
- de la mise en place de clôtures sobres, adaptées au paysage local (couleur, matériaux et hauteur), avec grillage perméable à la petite faune ;
- du stockage de tout liquide potentiellement polluant dans une installation dotée d'une capacité de rétention conforme à la réglementation ;
- du traitement et purge rapide des zones polluées en cas d'accident, mise à disposition de sable et de kits anti-pollution, et information du personnel via un protocole dédié ;
- de la gestion rigoureuse des déchets : aucun déchet ou excédent de matériaux ne sera abandonné ou enfoui ; tous seront évacués vers les filières adaptées ;
- de l'entretien du site en phase d'exploitation assuré par pâturage bovin, permettant une gestion écologique et le maintien d'une biodiversité locale dynamique ;

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

### **Décide**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de Centrale photovoltaïque au sol avec activité bovine à MONTANS (81), objet de la demande n°2025 – 015276, n'est pas soumis à étude d'impact.

#### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

#### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>

Fait à Toulouse, 17/11/2025

Pour le préfet de Région et par délégation,  
Pour le directeur régional et par délégation,



Le directeur de l'Energie et de la Connaissance  
Rachid KOOB

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne sur internet.*

**Le recours gracieux** doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région  
DREAL Occitanie  
1 place Emile Blouin - CS 10008  
31 952 Toulouse Cedex 9